

Inquiétude face à la pénurie de médicaments

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4771 - Ven. 3 - Sam. 4 mai 2019 - Prix : 10 DA

Lutte anticriminalité à Djanet

30 chercheurs d'or arrêtés et 14 groupes électrogènes saisis

Page 24

Réunion du gouvernement

Approbation de projets de décrets exécutifs

Page 3

Négociation par la bande

Par Mohamed Habili

Le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, qui rencontrera cette semaine son homologue russe, Sergueï Lavrov, a promis, on ne sait d'ailleurs à qui en priorité, de demander à ce dernier que son pays cesse de travailler à la déstabilisation du Venezuela, allusion sans doute à la dernière tentative de putsch survenue dans ce pays. La demande de Mike Pompeo serait plus ou moins concevable si c'était le camp soutenu par la Russie qui était derrière cette tentative. Or c'est le contraire qui s'est produit, il y a de cela moins d'une semaine. La tentative avortée ayant été le fait du camp proaméricain (celui-là même dont le chef est le désormais célèbre Juan Guaido, un président qui pour autoproclamé qu'il soit n'en est pas moins reconnu par une cinquantaine de pays, comptant pour certains parmi les puissances de ce monde), c'était en fait à son homologue russe de lui tenir ce langage. Vraisemblablement, les deux formuleront la même exigence l'un vis-à-vis de l'autre sans la moindre chance de s'écouter mutuellement. Chacun demandera pour la forme à l'autre de mettre fin à ses agissements au Venezuela, de laisser les habitants de ce pays régler leurs différends par eux-mêmes, loin de toute ingérence étrangère, tout en sachant qu'ils continueront tous deux d'interférer dans les affaires vénézuéliennes de la même façon que précédemment. Pour autant, cela ne veut pas dire qu'ils ne conviendront de rien.

Suite en page 3

11^e vendredi consécutif de protestation

Les citoyens déterminés à poursuivre leur mouvement

● Fleuve humain pour le 11^e acte à Béjaïa



Ph/E. Soraya/J.-A.

Au onzième vendredi du mouvement populaire, des milliers de citoyens ont encore une fois investi les rues dans les différentes wilayas du pays. Les revendications sont variées mais le peuple insiste sur l'application des articles 7 et 8, le rejet des élections présidentielles prévues le 4 juillet et réitérent le refus du dialogue avec les figures de l'ancien système. Lire page 2

À partir de mai

Les pensions de retraite revalorisées à des taux de 1,5 à 6%

Page 4

Initiative citoyenne

«L'art est public», une bouffée d'art dans La Casbah

Page 13

Fléuve humain pour le 11^e acte à Béjaïa
«Libérez l'Algérie, Algérie démocratique et populaire»

RIEN ne semble arrêter la marche du peuple vers l'instauration d'une République démocratique et populaire et l'exigence du départ du régime politique qui a régné pendant des décennies et qui a gangrené le pays. La déferlante populaire qui a marqué la journée d'hier, soit le 11^e acte du soulèvement populaire pacifique, est une nouvelle illustration de la détermination du peuple d'aller droit vers la rencontre de son destin qui est une nouvelle Algérie, malgré ceux qui veulent imposer un autre chemin et un destin autre celui pour lequel il est sorti et continue de sortir dans la rue depuis le 16 ou le 22 février dernier. C'est avec les slogans «Hé ! Viva l'Algérie et des chants kabyles anciens "Allo Trissiti Klitou", Klitou lebled ya saraqine, Algérie libre et démocratique, Pouvoir assassin, Libérez l'Algérie, y'en marre de ce pouvoir...» que le fleuve humain a pris possession de la ville de Yema Gouraya et arpenté le boulevard de la Liberté de bout en bout. Un fleuve humain qui est une nouvelle preuve formelle et écrite dans l'histoire contemporaine du pays à ceux qui ne veulent pas, hésitent encore ou ont peur du changement pacifique et salutaire. S'agissant des slogans scandés et revendications notées dans des banderoles et pancartes et arborées par les manifestants, rien n'a changé par rapport aux manifestations précédentes. Le cap est toujours fixé sur l'instauration d'un Etat démocratique et social et une nouvelle République où le choix du peuple et sa souveraineté seront respectés. Les foules ont scandé : «Le peuple ne veut pas d'un régime militaire, mais une période de transition pour aller vers une vraie démocratie». Des slogans ont été scandés aussi à l'égard des symboles de l'Etat notamment des deux «B» qui ont été invités à partir : «Barakat barakat linidham El aissabate, Samidoune samidoune linidham rafidhoune...».

Notons que des milliers de travailleurs du groupe Cevital ont organisé, jeudi dernier, une marche de soutien à l'homme d'affaires Issad Rebreb, incarcéré depuis quelques semaines à la prison El-Harrach pour des chefs d'accusation de surfacturation et d'exportation illégale de devises, entres autres. Les manifestants parmi lesquels des élus et des citoyens ont exigé la libération de l'industriel.

Hocine Cherfa

11^e vendredi consécutif de protestation

Les citoyens déterminés à poursuivre leur mouvement

■ Au onzième vendredi du mouvement populaire, des milliers de citoyens ont encore une fois investi les rues dans les différentes wilayas du pays. Les revendications sont variées mais le peuple insiste sur l'application des articles 7 et 8, le rejet des élections présidentielles prévues le 4 juillet et réitèrent leur refus du dialogue avec les figures de l'ancien système.

Par Thinhinene Khouchi

Pour ce vendredi, des marches pacifiques ont été organisées simultanément à Alger et dans les différentes wilayas du pays, réclamant le départ des symboles du système et le jugement des personnes impliquées dans des affaires de corruption et de dilapidation de deniers publics. A Alger, des groupes de manifestants, dont la plupart drapés des couleurs nationales, se sont rassemblés tôt le matin au niveau de l'esplanade de la Grande poste et de la place Maurice Audin où ils ont scandé des slogans pour le changement. En effet, en plus des slogans habituels, les manifestants ont insisté notamment sur la préservation de l'unité nationale à travers des pancartes sur lesquelles on peut lire : «Koulouna khawa khawa», «L'Armée, tous les corps de sécurité et la justice sont issus du peuple». Réagissant aux appels au dialogue, les manifestants rencontrés au niveau de la Grande poste réagissent en ces termes : «On dialoguera avec qui ? Un chef d'Etat et un Premier ministre qu'on n'a pas choisis ? Non merci», indiquant des manifestants, ajoutant : «On ne cesse de le dire et de le répéter chaque ven-



Ph/E. Soraya J. A.

dredi, on veut yatnahaw ga3 (tout le système doit partir). «On ne peut pas faire une nouvelle Algérie avec les figures de l'ancien système. Qui nous assure que l'Algérie ne replongera pas dans le coma qu'elle a connu durant plus de 20 ans ?». Brandissant 48 drapeaux algériens sur lesquels sont inscrites les 48 wilayas du pays, des jeunes et des moins jeunes, femmes et hommes ont, en force, arpenté le centre ville de la capitale, brandissant des banderoles sur lesquelles on peut lire

: «Justice absolue et non sélective», le départ de «tous les représentants du régime actuel», l'instauration d'une «véritable démocratie», une «justice indépendante» et «un Etat de droit». Pour le troisième second vendredi consécutif, le Tunnel de la Faculté au niveau de la Place Maurice Audin a été fermé par un dispositif sécuritaire important pour éviter tout éventuel dérapage. Dans les autres wilayas du pays, des milliers de citoyens ont sillonné artères des villes, en réitérant leur appel pour le

départ des «3B» qui sont selon eux des figures de l'ancien système, le rejet de l'élection présidentielle prévue pour le 4 juillet. En effet, A Blida, Tipasa, Ain Defla, Chlef et Medéa, Bouira, Constantine, Oran, Souk Ahras, de Tébessa et de Khenchela, les citoyens ont rejoint, juste après la prière, les lieux de départ des marches pour réaffirmer leur détermination à poursuivre leur mouvement de protestation, enclenché le 22 février dernier, jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. T. K.

Le gouvernement promet des mesures urgentes

Inquiétude face à la pénurie de médicaments

Le marché algérien des médicaments est souvent confronté à des problèmes de ruptures de stock. En effet, que ce soit de la part de patients atteints de maladies chroniques ou passagères, ou de la part de médecins ou de pharmaciens, la sonnette d'alarme retentit, toujours plus insistante. Afin de mieux appréhender ce phénomène de plus en plus fréquent, le Directeur général de la Pharmacie et des équipements médicaux au ministère de la Santé, Djaoued Bourkaib, a annoncé, que «des mesures urgentes» ont été prises pour pallier la pénurie de médicaments, notamment ceux destinés aux maladies chroniques et ce, en organisant des «rencontres avec les différents partenaires, industriels, pharmaciens, importateurs et distributeurs», a précisé M. Bourkaib, lors d'une conférence de presse animée avec les membres de la commission des cellules de veille pour la gestion des médicaments. Parmi ces mesures, le représentant du Ministère a cité le recours à l'importation complémentaire de ces médicaments, qu'il a qualifiés de «vitaux», en cas de non respect des engagements par les producteurs. Un délai de 3 mois est accordé aux producteurs pour assurer la disponibilité de ces médicaments vitaux, et s'ils ne parviennent pas à le faire, le ministère aura recours à un programme d'importation complémentaire et prendra des mesures coercitives à l'encontre des défaillants, a-t-il fait savoir. Il a fait état également de la consolidation du contrôle, en coordination avec le ministère du Commerce, de toute la chaîne nationale de production de médicaments ainsi que

des transactions commerciales y afférentes, évoquant des agissements qu'il a qualifiés d'«illégaux», sans donner plus de précisions. M. Bourkaib a souligné, en outre, un renforcement de la concertation dans le cadre de la commission des cellules de veille ainsi qu'une révision du programme d'importation, à partir de 2020, et ce, après la mise en œuvre de la décision portant libération à partir de juillet, au lieu d'octobre de l'année 2019, du programme d'importation afin de garantir tous types de médicaments. Par ailleurs, M. Bourkaib a mis en exergue les efforts de son département pour «l'aplanissement des entraves auxquelles font face les producteurs locaux et l'amélioration du cadre juridique de gestion du marché des médicaments, conformément aux nouveaux textes». Dans le même ordre d'idées, il a rappelé les efforts déployés pour le développement de la politique pharmaceutique, l'élaboration de la liste des médicaments essentiels, selon les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la promotion de la production nationale. Le ministère de la Santé «apporte son appui à l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (Anpp) pour la garantie et l'accréditation de produits sains et sûrs», a souligné le même responsable, faisant état de la révision et l'actualisation des prix, qu'il a jugés «très bas», de certains produits locaux afin d'encourager les producteurs à ne pas les abandonner. La hausse des prix de ces produits «ne touchera pas le pouvoir d'achat» a rassuré M. Bourkaib, ajoutant que c'est la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) qui la

prendra en charge. Plusieurs mesures intersectorielles (ministères des Finances, et du Travail) ont été prises pour «améliorer le domaine pharmaceutique et développer cette industrie nationale encore naissante», a-t-il soutenu. Selon M. Bourkaib, la facture du marché national des médicaments entre locaux et importés s'est élevée, en 2018, à 3,8 milliards Usd, dont 55% de production locale. De leur côté, les représentants des cellules de veille pour la gestion des médicaments ont salué les mesures d'urgence prises par le département de la Santé qui a «reconnu, pour la première fois, l'existence de réelles perturbations au niveau du marché pharmaceutique, optant ainsi à un dialogue clair avec ses partenaires». Qualifiant ces mesures de «thérapeutiques et préventives» à même de pallier les carences enregistrées, le vice-président de l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (Unop), D' Malik Aït Saïd a fait savoir que le secteur de l'industrie pharmaceutique englobe quelques 90 producteurs locaux et plus de 100 projets en cours d'élaboration. Il a annoncé la production prochaine de certains médicaments destinés au traitement de la thrombose artérielle, du cancer et du diabète (insuline). Par ailleurs, le vice-président du Syndicat autonome des pharmaciens d'Officine privée (Snapo), D' Chafik Rahem a relevé, quant à lui, la gêne dans laquelle se trouvent les pharmaciens quand ils sont dans l'impossibilité de prendre en charge les patients, notamment chroniques.

Meriem Benchaouia

Réunion du gouvernement

Approbation de projets de décrets exécutifs

■ Le projet fixant les conditions de recouvrement des amendes et des frais de justice par les juridictions et un autre fixant les missions et le fonctionnement de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques sont deux décrets approuvés par le gouvernement, lors d'une réunion qu'il a tenue jeudi.

Par Louiza Ait Ramdane

Le gouvernement a approuvé le projet de décret exécutif amendant et complétant le décret exécutif 17-120 du 22 mars 2017, fixant les conditions et les modalités de recouvrement des amendes et des frais de justice par les juridictions. A cet effet, le Premier ministre a donné des instructions dans lesquelles il a appelé «à la contribution de tous les secteurs à cette démarche visant la rationalisation de l'utilisation des deniers publics, à travers la mise en place d'un mécanisme chargé de l'élaboration d'une étude sur l'opération de recouvrement des amendes et des taxes ainsi que de tous les droits appartenant à l'Etat, conformément à une nouvelle vision adaptée à la conjoncture économique actuelle», indique un communiqué des services du Premier ministre. Ainsi, Bedoui a appelé à ce que ce mécanisme «supervisé par le ministre des Finances, mette à contribution, dans ses travaux, les spécialistes et les intervenants dans l'opération de recouvrement, d'autant que cette dernière dépasse l'aspect administratif classique, en tenant compte des expériences internationales réussies en matière de recouvrement fiscal, à même d'élaborer des propositions sérieuses et concrètes».

«Il s'agit également de l'impératif d'inscrire l'avant-projet de code de la fiscalité locale dans cette vision valorisant les biens publics notamment locaux et augmenter leur performance en termes de recouvrement des redevances», a-t-il ajouté.

Le gouvernement a également approuvé le projet de décret exécutif fixant les missions, l'organisation et le fonc-



Ph.D. R.

tionnement de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), qui a pour missions de «veiller, en matière de sécurité sanitaire, au contrôle de la qualité et de la compatibilité des produits pharmaceutiques et des consommables médicaux avec l'expertise y afférente, ainsi qu'à la vérification et à l'inspection sur le terrain des établissements pharmaceutiques». L'Agence contribue également à «la définition des règles de bonnes pratiques pharmaceutiques et à l'élaboration de la nomenclature nationale des produits pharmaceutiques et du consommable médical, outre les listes des médicaments remboursables par la sécurité sociale».

Le Premier ministre a mis l'accent, dans ce sens, sur «la nécessité pour cette agence de s'acquitter pleinement de son rôle dans la régulation et l'organi-

sation du marché des produits pharmaceutiques, tout en empêchant toute pénurie de médicaments, notamment les médicaments destinés aux maladies chroniques», insistant sur «l'impératif de réunir les conditions propices à même d'encourager les investissements à l'intérieur du pays dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, ce qui permettra de réduire le déficit national dans ce domaine et de créer des postes d'emploi».

Lors de l'exposé du ministre des Finances sur les mesures à prendre afin de réduire le déficit de la balance des paiements pour la préservation des réserves de change du pays, le Premier ministre a décidé de «créer une commission interministérielle chargée de l'examen de l'ensemble des aspects de ce sujet. Cette commission devra soumettre les résultats de ses

travaux au prochain Conseil des ministres, et ce, au vu des procédures devant être prises au court et moyen terme». Après l'exposé des ministres, Bedoui a insisté sur l'impératif de relancer tous les projets de réalisation de logements à l'arrêt et d'enclencher ceux qui n'ont pas encore été lancés, en assignant, exclusivement, la réalisation des grands travaux aux sociétés nationales tandis que les travaux secondaires doivent être accordés aux jeunes sociétés ayant bénéficié de mécanismes de soutien et d'insertion des jeunes, ce qui générera des postes d'emploi notamment au profit des jeunes et insufflera, aussi, une nouvelle dynamique au secteur du BTP, précisant que cette décision «est s'applique à tous les secteurs qui ont des projets inscrits non lancés».

L. A. R.

Journée de la presse

Le message du gouvernement

Le gouvernement a affirmé jeudi que la vigilance, la responsabilité et la lucidité «doivent être les instruments de clairvoyance» d'un journalisme professionnel et éthique pour être à la hauteur d'un rôle de «médiateur d'un dialogue vital» entre tous les Algériens au service de l'intérêt supérieur de la nation. «Engagée au service de la cause nationale durant la guerre de Libération nationale, la presse algérienne ne s'est pas moins illustrée par son engagement dans l'œuvre nationale de développement dès après l'indépendance, de même qu'elle a payé un lourd tribut en résistant à l'obscurantisme et à la violence des années de terrorisme au ser-

vice de la sauvegarde de la République», souligne le gouvernement dans une déclaration lue en son nom par le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Hassan Rabehi.

Le gouvernement a appelé la presse algérienne «à traduire, au mieux, auprès de l'opinion nationale, les enjeux et les défis actuels» et «à porter les projets de modernité et de progrès social en favorisant, en son sein l'argumentation et le débat constructifs, en tant qu'accompagnateur de la société, de ses femmes et ses hommes, sur la voie du changement». «Mais de telles missions, selon le gouvernement, ne peuvent aller sans la réunion des conditions socio-

professionnelles adéquates qui respectent autant les exigences minimales liées aux contraintes qu'impose le métier de journaliste, que celles liées à la décence et à la dignité qui doivent être garanties à tout journaliste». «Forte de la passion et de la foi qui animent ses journalistes, la presse algérienne a tout de même besoin, pour préserver ses lettres de noblesse, de mécanismes organisationnels et régulateurs structurants qui favorisent les conditions d'un exercice professionnel et éthique du métier de journaliste», ajoute-t-il.

Le gouvernement affirme encore que «c'est dans cet ordre d'idées que nous entendons agir, en notre qualité de pouvoirs

publics, afin d'aider la corporation à s'organiser et à se fédérer dans le sens de la prise en charge, par les journalistes eux-mêmes, des préoccupations à caractère éthique et professionnel que soulève l'exercice quotidien de leur métier». «Seule, en effet, une presse responsable et en mesure de se prendre en charge peut se mettre à la hauteur des défis multiples auxquels notre pays est confronté, de la même manière qu'elle saura, au mieux, se pencher sur les nombreuses préoccupations socio-professionnelles des journalistes eux-mêmes», estime le gouvernement. «Par ailleurs, aucun média, aucun journaliste ne peut de vue les enjeux de l'étape

LA QUESTION DU JOUR

Négociation par la bande

Suite de la page une

Au contraire, ils vont probablement s'entendre sur l'essentiel : de rien entreprendre de nature à changer brusquement la donne dans ce pays. Un putsch a été tenté par le camp proaméricain, lequel putsch a tourné court. Qu'ils fassent donc en sorte que les choses n'aillent pas plus loin, d'un côté comme de l'autre de la barricade. Que ni les partisans de Maduro ni ceux de Guaido ne tentent de trancher le nœud gordien de leur disension, les uns en initiant un coup du même acabit que celui qui vient d'échouer, les autres en en prenant prétexte pour en finir une bonne fois pour toutes avec eux. Après tout, on n'a pas le droit à l'erreur quand on se lance dans ce genre d'entreprise. Ou bien le coup a porté, et l'adversaire est terrassé, ou bien l'échec est au rendez-vous, et on le paye cash. Ce n'est pas ainsi que ces choses-là se passent dans le Venezuela d'aujourd'hui. Guaido a paradé à l'extérieur des murs de la base militaire au moment où se déroulait la tentative de putsch. Et quand il s'est avéré que celui-ci a échoué, s'est-il enfui ? S'est-il du moins caché quelque part, pour échapper à des poursuivants, à l'ère de Maduro ? Pas du tout. Il s'est aussitôt affiché à Caracas, pour appeler non pas ses seuls partisans, mais tout le peuple vénézuélien à la grève générale. D'ailleurs personne n'a même pas cherché à se saisir de sa personne. Rien de tout cela n'aurait été possible si le Venezuela n'était pas le nouveau terrain d'affrontement des deux superpuissances, chacune disposant d'une moitié du pays et d'alliés à suffisance alignés sur elle. L'intérêt des Russes est que le Venezuela reste dans sa sphère d'influence, et celui des Américains est qu'il revienne tout entier dans son ombre. Jusqu'à un certain point, le Venezuela est pour les Etats-Unis ce que l'Ukraine est pour la Russie. Ce sont leurs arrière-pays, qui comme tels relèvent pour ainsi dire de leurs domaines de souveraineté. Pompeo n'a de chance d'être pleinement entendu par Lavrov que s'il lui promet en échange du retrait de la Russie du Venezuela le désengagement complet des Etats-Unis de l'Ukraine. M. H.

particulière que vit notre pays qui est autant porteur d'opportunités pour notre nation, qu'elle foisonne de dangers pour les aspirations, que chaque Algérienne et chaque Algérien, portent pour eux-mêmes et pour l'Algérie», indique le gouvernement, pour qui «la presse nationale, avec ses journaux, ses émissions radio, ses rendez-vous audiovisuels, ses éditions électroniques se doit d'être un espace responsable de conciliation des démarches des uns et des autres pour consacrer les conditions d'une solution consensuelle possible».

R. N.

À partir de mai

Les pensions de retraite revalorisées à des taux de 1,5 à 6%

■ Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tidjani Hassan Haddam, a annoncé, jeudi à Alger, une revalorisation des pensions et allocations de retraite à des taux allant de 1,5 à 6% à compter du 1^{er} mai courant.

Par Dalil Y.

«**D**ans le cadre de l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités, le gouvernement a décidé, après examen par le conseil d'administration de la Caisse nationale des retraites (CNR), la revalorisation des pensions et allocations de retraite au titre de l'année 2019, à des taux allant de 1,5 à 6% à compter du 1^{er} mai 2019», a précisé le ministre qui supervisait les travaux d'une journée d'information sur la prévention sanitaire dans le milieu du travail en compagnie du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Miraoui Mohamed. «Ces augmentations qui seront versées en juin, seront calculées en fonction d'un taux variable qui tient compte du montant global des pensions et allocations de retraite», a expliqué le ministre, précisant que «les augmentations seront de l'ordre de 6% pour les pensions dont le montant est infé-

rieur ou égal à 20 000 DA, 3% pour les pensions dont le montant est supérieur à 20 000 DA et inférieur ou égal à 40 000 DA, 2,5% pour les pensions dont le montant est supérieur à 40 000 DA et inférieur ou égal à 60 000 DA, 2% pour les pensions dont le montant est supérieur à 60 000 DA et inférieur à 80 000 DA et 1,5% pour les pensions de plus de 80 000 DA». Par ailleurs, le ministre a affirmé que les clés des professionnels de la santé relatives au système de la carte électronique «Chifa», utilisées par les praticiens de la santé (pharmaciens) contractuels avec la Sécurité sociale étaient désormais «disponibles» et seraient distribuées graduellement aux nouveaux pharmaciens. Dans le même contexte, M. Haddam a assuré que «son département demeure toujours à l'écoute de toutes les préoccupations de ses partenaires pour offrir les meilleures prestations aux citoyens en général et aux assurés sociaux en particulier». Pour



sa part, le ministre de la Santé a affirmé que son département «veille à garantir la prévention sanitaire dans le milieu du travail pour éviter les troubles musculo-squelettiques (TMS) et leur diagnostic et contrôle médical ainsi

que la mise en place des moyens et conditions nécessaires pour éviter ces troubles en vue de préserver la santé des travailleurs et booster le rendement du travail». «Compte tenu de l'importance de ce volet, l'Etat a mis en place plus

de 600 structures spécialisées dans la médecine du travail relevant du secteur de la santé en vue de prévenir et promouvoir la santé et prendre en charge les cas touchés par les TMS», a-t-il souligné. **D. Y./APS**

Ramadhan

Bensalah reçoit les ministres des Affaires religieuses et du Commerce

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a reçu, jeudi, les ministres des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmeheri, et du Commerce, Said Djellab, à la veille du mois de ramadhan, indique un communiqué de la Présidence de la République. Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs a abordé l'organisation de la 16^e édition du Prix international du saint Coran, en présence de participants issus de 50 pays, le concours national encourageant les jeunes apprenants du saint Coran, les festivi-

tés officielles de Leïlat El Qadr durant laquelle seront primés les lauréats dudit concours et des personnalités notablement connues pour leur attachement au Livre saint, ainsi que l'organisation de concours coraniques nationaux pour toutes les tranches d'âge à travers le territoire national. Le chef de l'Etat «a instruit le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs de veiller à la bonne organisation des activités religieuses telles que programmées en cette occasion par son département

ministériel», précise le communiqué. Pour sa part, le ministre du Commerce a présenté un exposé sur les dispositions prises par son département dans le cadre des préparatifs devant permettre de répondre, au mieux, aux besoins exprimés par les citoyens, notamment en matière d'approvisionnement régulier du marché en produits alimentaires de base, et d'intensification des opérations de contrôle, à travers un dispositif opérationnel comprenant notamment l'établissement de prix référentiel quant à

certaines produits de large consommation destinés à lutter contre la concurrence déloyale, le renforcement du réseau de distribution des structures commerciales, la réhabilitation de plusieurs marchés couverts de proximité de fruits et légumes non exploités, la réalisation d'un certain nombre de marchés commerciaux, dont le nombre passe de 866 à 1 567, opération qui profitera, en priorité, à 13 000 jeunes. «Parallèlement à ces mesures, il est envisagé la mise en œuvre de nouvelles actions

de contrôle pour contrer la concurrence déloyale à l'effet de préserver le pouvoir d'achat du citoyen», souligne la même source. Le chef de l'Etat a instruit le ministre du Commerce de «veiller à l'application diligente et rigoureuse de toutes les mesures nécessaires pour assurer un suivi quotidien de la situation du marché tout au long du mois de ramadhan», conclut la Présidence de la République.

Ali H.

Politique

Benflis : nécessité du dialogue, une conviction partagée par tous

Le président du parti Talaie El Hourriyet, Ali Benflis, a affirmé jeudi que «le dialogue est une conviction partagée par tous, et personne ne remettra en cause sa nécessité majeure et son caractère urgent dans le contexte de la crise actuelle». Dans sa réponse à l'appel du général de corps d'armée,

Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), au dialogue visant à résoudre la crise politique qui prévaut dans le pays, M. Benflis a indiqué dans un communiqué que «le dialogue constitue l'essence de l'action politique responsable et constructive, et constitue égale-

ment le meilleur moyen à mettre en place pour résoudre les crises». «La nécessité du dialogue est une conviction partagée par tous, et personne ne remettra en cause sa nécessité absolue et son caractère urgent pour faire face à la crise que traverse le pays, et l'enjeu actuel consiste en la dynamisation de

ce dialogue à travers la préparation de toutes les conditions adéquates à son bon déroulement», a indiqué M. Benflis. «Partant de cette vision, la première priorité consiste à surmonter cette conjoncture par l'ouverture du champ pour un consensus sur le contenu de cette solution», a ajouté le

même responsable. M. Benflis a souligné qu'«un dialogue objectif, ambitieux et orienté vers la recherche d'une solution réelle et rapide de la crise (...), nécessite des interlocuteurs crédibles et la mise en place de cadres solides et la définition d'objectifs clairs».

Kheilil Y.

Rencontre «Le Hirak populaire en Algérie, causes et objectifs»

Nécessité d'un large débat pour une transition démocratique réelle

Les participants à une journée d'étude sur «Le Hirak populaire en Algérie, causes et objectifs» ont insisté, jeudi à Tissemsilt, sur le besoin impérieux d'associer toutes les sensibilités et les élites à un large débat devant aboutir à une réelle transition démocratique comme préconisé par ce mouvement. Les intervenants au

cours de cette rencontre ont recommandé d'«associer toutes les sensibilités et les élites à un large débat adapté au Hirak populaire contribuant à assurer une réelle transition démocratique du pays», tout en insistant sur «l'accompagnement de la transition démocratique par différentes institutions constitution-

nelles, notamment l'institution militaire garante de la sécurité et de la protection des acquis nationaux». Ils ont appelé également à «poursuivre les débats» et les étudiants à «agir de manière positive vis-à-vis de la phase actuelle de manière à préserver l'unité nationale et la cohésion populaire qui ont caractérisé tous

les jours le Hirak». Il a été recommandé d'associer l'élite scientifique à la recherche de solutions et permettre aux cadres de travailler conjointement dans les domaines économique, social, politique et juridique. Organisée par l'Institut de droit et sciences politiques du centre universitaire de Tissemsilt, cette rencontre a

permis aux participants de traiter, entre autres thèmes, du cadre conceptuel du Hirak, de l'évolution du mouvement populaire en Algérie, de la gestion de la période de transition, de l'expérience du processus de transition démocratique dans le monde et des scénarios futurs du Hirak populaire en Algérie. **Maya G.**

Hors hydrocarbures

Les USA désireux de renforcer le partenariat avec l'Algérie

■ L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, John Desrocher, a mis en exergue, jeudi à Aïn Defla, les opportunités d'investissement offertes par l'Algérie, affichant la volonté de son pays à renforcer davantage le partenariat bilatéral dans divers domaines autres que celui des hydrocarbures.

Par Salem K.

«L'Algérie qui recèle de grandes opportunités d'investissement, est un pays important dans la région et une partie de mon travail consiste à élargir nos relations commerciales», a indiqué M. Desrocher, en marge de l'inauguration de Frame Metal, une usine de fabrication de structures métalliques mise sur pied dans le cadre d'un partenariat algéro-américain en vertu de la règle 51%/49%. Relevait que l'industrie pétrolière et gazière est à la base des relations économiques algéro-américaines, il a fait état des efforts entrepris par les deux pays pour les diversifier et les développer, soutenant que son pays aspire à ce que le partenariat touche de nombreux domaines d'activités économiques.

«Le gouvernement algérien a fait état de sa volonté de diversifier son économie, une entreprise à laquelle nous prendrons part de manière active, accompagnée de bonnes pratiques commerciales et du transfert des connaissances», a dit le diploma-



L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, John Desrocher

te. Faisant remarquer que les outils, les machines et la technologie utilisés dans cette usine «en font d'elle la première installation du genre en Afrique», M.

Desrocher, dont le poste à Alger constitue sa première expérience en tant qu'ambassadeur, s'est réjoui des «réelles opportunités de renforcer à l'avenir le partena-

riat économique entre les deux pays». De son côté, le P-DG de lmetal, Tarik Bousslama, a noté que ce projet vient concrétiser le souhait des Etats-Unis de mettre

en place un partenariat hors hydrocarbures avec l'Algérie, signalant que la nouvelle usine d'Aïn Defla est basée sur des technologies modernes dans le domaine de la construction. S'employant, dans un premier temps, à répondre aux besoins nationaux en matière de production des structures métalliques destinées à des constructions de divers types d'usage (administratif, hospitalier), cette usine, une fois sa vitesse de croisière atteinte, se lancera «résolument» dans l'exportation, a-t-il assuré. La P-DG de Frame Metal, Nawel Khalwi Allal a, pour sa part, précisé que la capacité théorique de production de l'usine est de 18 000 tonnes /an avec une moyenne de 1000 m² de bâti/jour, «une capacité susceptible d'être revue à la hausse si des demandes supplémentaires nous sont adressées», a-t-elle tenu à souligner. «Une rapidité d'exécution, des constructions anti-sismiques de surcroît sécurisées, économiques et respectueuses de l'environnement constituent les principaux avantages de la technologie en vigueur au niveau de l'usine», s'est-elle réjouie. S. K.

Pétrole

Les prix divergent en Europe

Les prix du pétrole divergeaient hier en cours d'échanges européens alors que le marché, qui craignait fin avril un déficit de l'offre, s'inquiète désormais d'une surabondance d'or noir. Vers 10h10 GMT (12h10 à Paris), le baril de Brent

de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 70,60 dollars à Londres, en baisse de 15 cents par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat de juin gagnait 5 cents à 61,85 dollars. «Malgré l'annulation des exemp-

tions américaines aux sanctions sur le pétrole iranien la semaine dernière, les prix fondent avec la montée des stocks américains, qui sont à leur plus haut depuis 2017», a résumé Lukman Otunuga, analyste chez FXTM. Le marché s'était focalisé fin avril

sur l'Iran, quand Washington avait décidé d'arrêter d'exempter certains importateurs de brut iranien de sanctions dans le but explicite de réduire les exportations de Téhéran à zéro. L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, a annoncé être prêt à

compenser les pertes pour les acheteurs de brut en augmentant ses extractions, tout en restant dans le cadre de l'accord de limitation fixé fin décembre par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs partenaires. Mahi O. /APS

Après des commentaires de Powell sur l'inflation

Le dollar monte face à l'euro

Le dollar est monté face à l'euro après des propos du président de la Banque centrale américaine (Fed) estimant que le faible niveau de l'inflation était lié à des éléments «temporaires», suggérant ainsi que l'institution ne prévoit pas de baisse des taux dans l'immédiat. Vers 19h30 GMT (21h30 à Paris), l'euro perdait 0,18% face au billet vert, et s'échangeait à 1,1195 dollar, contre 1,1215 dollar mardi à 21h00 GMT. Le billet vert s'est soudainement redressé face à la monnaie unique quand Jerome Powell a, lors d'une conférence de presse, estimé que le faible niveau actuel de l'inflation était alimenté par des «facteurs temporaires». Ces propos ont fortement contrasté avec les mots utilisés quelques minutes plus tôt dans un communiqué du Comité de politique monétaire de la Fed, qui a admis clairement pour la première fois depuis plusieurs mois que la hausse des prix se situait

«sous les 2%», la cible qu'elle considère idéale pour l'économie. Le marché des changes avait peu réagi à la diffusion du communiqué de la Fed qui a, de façon unanime, maintenu mercredi ses taux d'intérêt inchangés, faisant ainsi fi des

assauts du président Trump qui plaide pour faire accélérer l'économie en baissant les taux. La Banque centrale a de nouveau prôné la «patience» face à une croissance «solide» de l'économie et à une inflation «en déclin». Les taux d'intérêt au jour le jour

restent donc fixés dans une fourchette comprise entre 2,25% et 2,50%. Alors que le Japon a entamé samedi une période exceptionnelle de dix jours de congé, le yen se maintenait face à la devise européenne à 124,86 yens pour un euro vers 19h30 GMT contre

124,96 yens mardi soir, tout comme face à la monnaie américaine, à 111,48 yens pour un dollar contre 111,42 yens mardi soir. De son côté, la livre britannique progressait face à l'euro, s'échangeant à 85,82 pence pour un euro contre 86,06 mardi à 21h00 GMT. Elle montait également face au billet vert, à 1,3045 dollar au lieu de 1,3032 mardi. La devise suisse gagnait un peu de terrain face à la devise européenne, à 1,1398 franc suisse pour un euro contre 1,1432 mardi, ainsi que face au billet vert, à 1,0181 franc suisse pour un dollar, contre 1,0193 mardi. La monnaie chinoise a terminé à 6,7343 yuans pour un dollar, contre 6,7348 yuans mardi à 15h30 GMT. L'once d'or valait 1 275,99 dollars contre 1 283,55 dollars mardi à 21h00 GMT. Enfin, le bitcoin se monnayait à 5 300,97 dollars au lieu de 5 237,87 dollars mardi soir, selon des chiffres compilés par Bloomberg. N. T./Agences

Europe

Les prix du blé évoluent dans des sens contraires

LES PRIX du blé évoluaient dans des sens contraires hier à la mi-journée, en raison d'une forte demande soutenant l'échéance rapprochée et d'intempéries en Europe pesant sur les cours des échéances plus lointaines. Vers 13h00 (11h00 GMT) sur Euronext, la tonne de blé regagnait donc 1,25 euro sur l'échéance rapprochée de mai à 187,50 euros et, à l'inverse, reculait de 75 centimes d'euro sur l'échéance de septembre à 171 euros, pour un peu plus de 10 000 lots échangés. La tonne de maïs, elle, était stable, dans un marché extrêmement calme. Elle regagnait 25 centimes d'euro sur l'échéance de juin à 167 euros et 25 centimes également sur le contrat d'août à 171 euros, pour moins de 100 lots échangés. «Il y a actuellement une bonne demande à l'export en Europe», a souligné Antoine Gautier, analyste au cabinet ODA. En parallèle, «de nouvelles pluies sont arrivées, qui atténuent les craintes de sécheresse notamment au nord-est de l'Europe, dans des pays comme l'Allemagne ou la Pologne», a ajouté M. Gautier. Le cabinet Agritel a relevé dans une note «l'expiration dans une semaine très précisément» de l'échéance rapprochée de mai 2019, dernière référence de la récolte 2018, ce qui contribue également à l'effervescence autour d'elle. Autre facteur de soutien pour cette échéance, le fait que l'euro est repassé sous la barre de 1,12 dollar, ce qui accroît la compétitivité à l'export du blé européen. R. E.

Blida

50 millions de DA pour la promotion de l'agriculture de montagne

■ Une enveloppe de 50 millions de DA a été allouée à la promotion de l'agriculture de montagne à Blida, a-t-on appris jeudi du directeur des Services agricoles de la wilaya.

Par Kaci Y.

Outre l'aménagement de chemins ruraux, ce montant servira à l'acquisition de 257 ruches d'abeilles, au profit de personnes désirant investir dans l'activité apicole en zones montagneuses, en plus de la plantation d'oliviers programmée sur une surface de 350 ha et d'un autre terrain de 400 ha en arbres fruitiers, a indiqué à l'APS Mohamed Laid Mokhtar. Ce programme ambitieux va profiter à différentes localités montagneuses de la wilaya, dont Djebabra, Souhane, Hammam Melouane (à l'Est), Ain Romana et Chréa (à l'Ouest), a-t-il encore fait savoir.

Le responsable a fait, par ailleurs, cas de 590 dossiers acceptés par la Commission de wilaya en charge des demandes de soutien des investissements en zones montagneuses, dans l'attente de l'examen en cours de 180 autres dossiers.

«Une grande partie des demandes agréées portent sur des activités relatives à l'apiculture, l'arboriculture (figuiers notamment) et l'oléiculture», a-t-il détaillé.

Parallèlement à cet effort consenti par la DSA, un programme similaire a été engagé, par la Chambre d'agriculture de la wilaya, notamment suite au retour constaté d'un grand nombre de familles vers leurs villages, abandonnés durant la décennie noire.

Il a été signalé, à ce titre, le lancement dernièrement d'une caravane de sensibilisation, à l'initiative de différentes caisses d'assurance, de la DSA et de l'Ansej, au profit des régions montagneuses de la wilaya. L'objectif étant d'informer les populations de ces régions des différentes formules de soutien assurées par l'Etat, au développement de l'agriculture de montagne, et partant les démarches à suivre afin d'y ouvrir droit.

Dans le cadre des efforts de développement de l'agriculture de montagne à Blida, la Conservation des forêts de la



wilaya a affecté une superficie de 82 ha de terres agricoles situées dans des régions monta-

gneuses, dont Guerouaou (27 ha), Meftah (16 ha) et Djebabra (39 ha), au profit des personnes

désirant investir dans des surfaces forestières ou de montagne.

Constantine

Baisse du nombre d'affaires liées au crime organisé

Le nombre d'affaires liées au crime organisé, traitées par les services de la Gendarmerie nationale durant l'année 2018, a baissé dans la wilaya de Constantine comparativement à l'année 2017, a déclaré jeudi le lieutenant Nesrine Saïdi, chargée de communication de ce corps constitué.

S'exprimant en marge d'une journée «portes ouvertes» sur la Gendarmerie nationale, organisée à la maison de la culture Malek Haddad de la ville de Constantine, le lieutenant Saïdi a indiqué que le nombre des affaires liées au crime organisé, estimées à 70 affaires enregistrées en 2018, a baissé comparativement à l'année 2017 où les affaires traitées étaient de l'ordre de 84.

Ces affaires qui se rapportent aux délits de constitution d'association de malfaiteurs, de possession de drogue, faux et usage de faux, trafic d'armes et de munitions et contre-

bande, ont permis de mettre 120 malfaiteurs hors état de nuire, ainsi que la saisie de 9,37 kilogrammes de kif traité, 44 grammes de cocaïne, 4 100 comprimés psychotropes, sept véhicules, un montant de 1 317 100 dinars, deux fusils de chasse et deux paires de jumelles, a également expliqué la même responsable.

De son côté, le commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Constantine, le colonel Ben Ouassaïd Ilyes, a souligné que ces opérations ont été rendues possibles grâce aux efforts consentis pour lutter contre le crime organisé et préserver la sécurité et les biens de l'Etat et des individus, soulignant que l'objectif de cette manifestation, de deux jours, est de rapprocher les citoyens des services de la Gendarmerie nationale.

La journée «portes ouvertes» sur ce corps

sécuritaire a été marquée par une affluence notable des citoyens qui ont parcouru les différents pavillons d'une exposition, organisée à l'occasion, pour faire connaître davantage les services et les moyens techniques déployés par la Gendarmerie nationale. Les visiteurs à cette exposition ont été conviés à assister à une exhibition présentée par les différentes troupes des forces armées de la Gendarmerie nationale.

En marge de cette manifestation, une cérémonie honorifique a été organisée en l'honneur des retraités des trois corps constitués, outre la distribution de fauteuils roulants au profit des enfants handicapés du personnel de ces corps sécuritaires.

A noter que cette journée «portes ouvertes» a été marquée par la présence du chef de l'exécutif local, Abdessamie Saidoune, le chef de sûreté de wilaya,

El-Oued

Une centaine d'agriculteurs bénéficient d'une formation en aquaculture

Une centaine d'agriculteurs bénéficient d'une session de formation en aquaculture intégrée à l'agriculture, lancée jeudi au niveau de l'Institut spécialisé de formation professionnelle en agriculture Hassani-Abdelkrim (El-Oued).

Ce programme de formation spécialisée entre dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, visant à diffuser et généraliser la culture de l'élevage aquacole intégré à l'agriculture, comme activité alternative et source supplémentaire de revenus en milieu rural, a indiqué à l'APS le président de la Chambre inter-wilayas de la Pêche et de l'Aquaculture d'Ouargla, Faouzi Hebita.

Cette session de formation de trois jours a pour objectif de prodiguer des cours théoriques aux agriculteurs, leur permettant de connaître les rudiments et les mécanismes d'ensemencement et d'élevage de poisson dans les bassins d'irrigation agricole, au

niveau des exploitations agricoles en régions sahariennes, a-t-il expliqué.

Des ateliers de travail sont prévus aussi dans le cadre de cette session de formation sur les modalités de montages de projets aquacoles, l'importance de la recherche scientifique et des technologies modernes dans le développement de ce type de projets, ainsi que sur les bureaux d'étude et l'accompagnement des investissements dans le domaine de l'agriculture

et de l'aquaculture. Des ateliers pratiques sont également programmés pour faire connaître les modalités d'ensemencement de poissons dans les bassins d'irrigation agricole.

Le président de la Chambre de l'agriculture d'El-Oued, Bekkar Ghemmam Hamed, a mis l'accent, de son côté, sur l'importance des mécanismes de formation, notamment le volet relatif à l'exploitation des bassins d'irrigation pour l'élevage de poissons et d'en faire bénéficier

les agriculteurs afin de s'orienter vers de nouveaux investissements et diversifier les ressources de l'économie nationale, hors hydrocarbures.

Un programme de formation en ce sens sera arrêté en faveur des agriculteurs, basé sur des rencontres de proximité traitant de l'élevage de poissons dans les bassins d'irrigation, dans le cadre d'une convention entre la Chambre nationale de la Pêche et de l'Aquaculture et la Chambre nationale de l'Agriculture concer-

nant l'exploitation des eaux des bassins aquacoles à des fins d'irrigation agricole.

Cette session de formation spécialisée est initiée par la Chambre inter-wilayas de la pêche et l'aquaculture de Ouargla et la Chambre de l'agriculture d'El-Oued, en coordination avec l'association «Nassim Souf» pour l'aquaculture, avec un encadrement pédagogique de l'Institut technologiques de la pêche et l'aquaculture de Collo (Skikda).

Amel N.

Tamanrasset

Large engouement aux portes ouvertes sur la Gendarmerie nationale

La manifestation d'information «Portes ouvertes» sur les services de la Gendarmerie nationale, organisée jeudi à Tamanrasset, a drainé un large public, notamment les jeunes, venus s'enquérir des différentes missions de ce corps dans la protection du citoyen et de ses biens.

Cette manifestation vise le raffermissement de la relation entre l'institution de la gendarmerie nationale et le citoyen et la vul-

garisation de ses différentes activités et missions en direction du public leur permettant de s'enquérir des moyens et équipements utilisés par ce corps, a affirmé le commandant du groupement territorial de la GN de Tamanrasset, le lieutenant-colonel, Mohamed Boussehla.

Ces portes ouvertes, qu'abritent deux jours durant, la Maison de la culture de Tamanrasset, prévoient des stands dédiés à

l'information du public sur le recrutement, la formation, la police judiciaire de la GN, la sécurité routière et le maintien de l'ordre.

Les visiteurs, notamment les jeunes présents à cette manifestation se sont félicités de cette manifestation d'information leur ayant permis de s'informer de ce corps et de s'enquérir du développement atteint par ce corps sécuritaire.

R. R.

Crise libyenne

Merkel appelle l'Europe à adopter une position commune

■ La chancelière allemande Angela Merkel a appelé jeudi l'Europe à adopter une position commune sur la crise libyenne.

Par Farid M.

Elle a lancé cet appel alors qu'elle rencontrait les étudiants de l'université de Ouagadougou au Burkina Faso, où elle effectuait une visite dans le cadre d'une tournée sahélienne.

Sa visite à Ouagadougou coïncidait avec un sommet des cinq chefs d'Etat du G5 Sahel. Le G5 Sahel (Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger et Tchad) a été créé pour donner une réponse militaire coordonnée aux attaques terroristes récurrentes au Sahel.

« Nous devons maintenant travailler à une solution politique en Libye (...), ce qui sera important pour l'avenir de votre région. Ce que les présidents du G5 Sahel m'ont encore une fois expliqué hier, et ils ont raison de le dire, c'est que l'Europe doit se mettre d'accord sur l'approche car il y a toujours des perspectives qui divergent au sein de l'Union européenne.

Moi, je ferai mon possible pour que la position italienne et française soit cohérente et qu'il n'y ait pas de voix, de positions différentes en Europe », a affirmé la chancelière allemande. « Nous n'allons pas en tant qu'Européens, à nous seuls, trouver une solution pour la Libye : nous aurons besoin de l'expertise de l'Union africaine. Même si l'UA a toujours mis en garde, nous a toujours avertis de ne pas intervenir en Libye, maintenant ensemble il faudra envisager l'avenir », a-t-elle ajouté. Interrogée à plusieurs reprises

par les étudiants sur la sécurité et la crise libyenne, la chancelière a regretté l'abstention allemande lors du vote à l'ONU sur la Libye : « L'Allemagne était membre non permanent du Conseil de sécurité (...) A l'époque, nous nous sommes abstenus (...) Pas sûr que c'était une bonne idée », a-t-elle concédé. Concernant le Burkina Faso, la chancelière a assuré qu'elle « suivait (...) avec beaucoup de préoccupation la situation sécuritaire qui s'est aggravée (...) ».

« On essaie de tisser des liens, d'assister le Burkina Faso dans la lutte contre le terrorisme afin que vous ayez des opportunités dans votre propre pays, que vous puissiez vivre en sécurité et dans un bien-être et une meilleure prospérité », a-t-elle dit. Au terme de



sa visite au Burkina Faso, M^{me} Merkel s'est envolée pour Gao (Mali) avant de se rendre dans

l'après-midi à Niamey. Plusieurs centaines de soldats allemands sont déployés dans le cadre de

la force onusienne au Mali (Minusma).

F. M./APS

Sahara occidental

Brahim Ghali appelle l'ONU à assumer sa responsabilité dans la décolonisation de l'Afrique

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, a appelé jeudi l'ONU à « assumer sa responsabilité » dans la décolonisation de l'Afrique, à travers « l'application urgente » des missions de la Minurso. Dans son allocution d'ouverture des travaux de la 11^e session ordinaire du Secrétariat national du Front Polisario qui constituera une halte pour évaluer les réalisations accomplies sur tous les fronts de la lutte du peuple sahraoui contre l'occupant marocain, M. Ghali, également Secrétaire général du Front Polisario, a appelé l'Union africaine (UA) « à consentir davantage d'efforts et à exercer plus de pression » pour parachever le processus de décolonisation du continent africain. « A l'heure actuelle

et avec l'émission par le Conseil de sécurité de la résolution 2468, nous attendons que l'ONU assume sa responsabilité en matière de décolonisation de l'Afrique, à travers l'application urgente du mandat de la Minurso ». Le Conseil de sécurité avait adopté, mardi, la résolution 2468 prorogeant le mandat de la Minurso de six mois. Dans son allocution rapportée par l'Agence de presse sahraouie (SPS), le président sahraoui a salué la position de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) qui avait organisé les 25 et 26 mars derniers une conférence de solidarité avec la RASD, en appui au droit du peuple sahraoui. M. Ghali a estimé que la cause sahraouie a réalisé une série d'acquis au double plan interne et externe, « grâce à la

lutte pacifique acharnée et à la résistance de la population sahraouie, en dépit de l'escalade de la répression barbare et du blocus imposé par l'occupation marocaine », saluant « les héros de l'Intifada pour l'indépendance », à leur tête les prisonniers de « Gdeim Izik » et tous les détenus politiques sahraouis qui croupissent dans les geôles marocaines. Parmi les acquis réalisés à l'échelle internationale, le président Ghali a indiqué que l'Etat sahraoui a renforcé sa place et s'est acquittée de son rôle actif, en tant que membre fondateur de l'UA. Enfin, il a réitéré la détermination du peuple sahraoui et de ses responsables à poursuivre la lutte et la résistance jusqu'à l'indépendance et la souveraineté de la RASD sur l'ensemble de ses territoires. Amel O.

Tunisie

Lancement officiel du parti Tahya Tounes des partisans du Premier ministre

Le parti Tahya Tounes, fondé par des partisans du Premier ministre tunisien Youssef Chahed, a été officiellement lancé à six mois des élections, ont rapporté jeudi des médias locaux. Tahya Tounes est d'ores et déjà devenu la deuxième force au Parlement derrière le parti Ennahdha, et devant Nidaa Tounès, la formation du chef de l'Etat. Le parti Tahya Tounes est notamment constitué de dissidents de Nidaa Tounès décimé par d'âpres luttes de pouvoir ayant notamment abouti à l'éviction de M. Chahed. « Le soutien politique au gouvernement a augmenté depuis que votre bloc s'est constitué au Parlement », a déclaré M. Chahed à la clôture du congrès constitutif de Tahya Tounes mercredi soir à Radès, banlieue sud de Tunis. Il a dit être « un enfant de cette famille politique. Nous avons les mêmes principes et la même vision ». M. Chahed a ajouté que son gouvernement avait été confronté à des difficultés, en particulier dans le domaine de la lutte contre la corruption, évoquant « des pressions et même du chantage ». Tahya Tounes n'a donné aucune précision sur le

rôle que M. Chahed jouera en son sein, alors que le poste de président reste vacant. Aucun des principaux partis n'a encore annoncé de candidat pour l'élection présidentielle du 17 novembre. Des élections législatives se tiendront le 6 octobre. Nidaa Tounès avait remporté les scrutins législatifs et présidentiel de 2014, mais s'était aussitôt allié avec Ennahdha pour gouverner. Les tensions internes au parti présidentiel ont précipité la fin de ce consensus, Ennahdha ayant soutenu M. Chahed face au clan Essebsi. La Tunisie, touchée par une inflation et un chômage persistants, est le seul pays à continuer sur la voie de la démocratisation après les soulèvements ayant secoué plusieurs pays arabes en 2011.

Un civil blessé dans l'explosion d'une mine à Kasserine

Un civil a été touché à la jambe, jeudi, suite à l'explosion d'une mine antipersonnel à Jebel (montagne) Semmama, dans la délégation de Sbeïlla relevant de la province de Kasserine (centre-ouest), a indi-

qué une source sécuritaire. D'après le directeur régional de la santé, Abdelghani Chaâbani, « le blessé est âgé de 54 ans (...) Il a été transporté à l'hôpital régional de Kasserine où le staff médical a été obligé d'amputer sa jambe droite ». M. Chaâbani a tenu à préciser que son état est stationnaire, après l'intervention chirurgicale. La veille, mercredi, un terroriste qualifié de « très dangereux » a été capturé dans les hauteurs de Chaambi (une montagne de la province de Kasserine) dans une opération préventive menée par des unités antiterroristes de la Garde nationale tunisienne. Les autorités sécuritaires tunisiennes ne cessent de mettre en garde, depuis 2011, que des dizaines d'éléments terroristes armés, liés au réseau terroriste al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) se retranchaient dans les hauteurs du centre-ouest (Kasserine) et sud-ouest (province de Gafsa) et du nord-ouest (province du Kef), bon nombre d'entre eux ont été soit arrêtés ou neutralisés. Ces terroristes avaient, depuis lors, posé des mines terrestres, antipersonnel et anti-chars pour empêcher

l'avancée de l'armée et des forces sécuritaires, tuant et blessant bon nombre d'agents, soldats voire même des civils.

Un terroriste abattu dans une opération dans le centre-ouest du pays

Les forces sécuritaires tunisiennes ont éliminé mercredi un terroriste au mont Chaambi, dans la province de Kasserine (centre-ouest), a indiqué une source au ministère tunisien de l'Intérieur. Le terroriste a été neutralisé dans une opération des unités anti-terrorisme au niveau de la localité de Fej Bouhassine, indique la même source qui insiste qu'il s'agit d'une « opération préventive ». « Les unités de lutte anti-terroristes relevant de la Garde nationale ont réussi à éliminer, mercredi dans la soirée, vers 18h00 heure locale », a précisé cette source. Pour sa part, « cette opération anticipative se poursuit, sans pour autant donner plus d'informations », a ajouté la même source.

R. M.



Inde

Le pays frappé par un puissant cyclone

■ Le cyclone Fani, un des plus puissants sur l'océan Indien de ces dernières années, a frappé hier l'est de l'Inde, menaçant d'une montée des eaux et provoquant des coupures d'électricité.

Les autorités ont fait état en début de journée d'au moins deux personnes tuées en raison du cyclone qui a touché terre à 8h00 locales (2h30 GMT) dans l'Etat de l'Odisha, au sud de Calcutta. Des vents de 175 à 180 km/h étaient enregistrés et les services indiens de météorologie ont averti qu'ils pourraient dépasser 200 km/h, la force d'un cyclone de catégorie 3 ou 4. Le cyclone Fani a touché terre à Puri, ville côtière de 200 000 habitants célèbre pour son temple de Shree Jagannath, l'un des plus sacrés de l'hindouisme et qui accueille des millions de pèlerins chaque année. Battue par les vents, Puri ressemblait à une ville fantôme, a constaté l'AFP. L'électricité et l'eau étaient coupées dans la plupart des quartiers. Les boutiques avaient baissé leurs rideaux. Des cen-

taines d'arbres ont été déracinés aux environs. «*Tout est devenu noir d'un coup*», a témoigné un homme qui s'était abrité dans un hôtel, «*les stands de nourriture et les enseignes se sont envolés*». Le cyclone devrait traverser des zones peuplées de plus de 100 millions d'habitants, se dirigeant vers le nord-ouest depuis l'Odisha pour traverser le Bengale occidental, où la capitale Calcutta pourrait être touchée aujourd'hui, avant d'atteindre le Bangladesh en s'affaiblissant progressivement. Avant son arrivée, les autorités indiennes ont ordonné l'évacuation de plus d'un million de personnes dans l'Odisha (46 millions d'habitants au total) et au Bengale occidental. Le Bangladesh a placé son armée en état d'alerte et émis des ordres d'évacuation dans 19 districts côtiers. Selon les services

météorologiques, les eaux pourraient monter d'un mètre et demi dans l'Odisha et inonder des zones basses où quelque 10 000 personnes avaient été tuées par un cyclone en 1999. Au Bengale occidental, des équipes spéciales passaient dans les villages de vacances en demandant aux touristes de se mettre à l'abri. Des mesures de précaution ont également été prises dans les Etats côtiers de l'Andhra Pradesh, au sud de l'Odisha, et du Tamil Nadu, où vivent respectivement 50 et 70 millions de personnes. Les services indiens de la protection civile ont diffusé des images d'arbres déracinés le long du littoral de l'Andhra Pradesh. Les principaux aéroports ont été fermés au moins jusqu'à aujourd'hui dans l'Odisha et le Bengale occidental. Quasiment tous les trains sont à l'arrêt. Trois trains spéciaux ont néanmoins effectué des trajets vers Puri pour évacuer pèlerins et touristes. Les ports ont été fermés mais la marine indienne a envoyé six navires dans la zone. Le principal producteur de pétrole et de gaz indien, ONGC, a évacué quelque 500 employés de plateformes en mer. Les services météorologiques indiens ont averti du risque de «*destruction totale*» pour les maisons aux toits de chaume, ainsi que d'inondations et de dommages pour les récoltes. Plus de 3 000 centres d'accueil ont été mis en place



P. A. D. R.

dans des écoles et bâtiments publics, prêts à recevoir plus d'un million de personnes. Les autorités se tiennent prêtes à larguer plus de 100 000 paquets de nourriture déshydratée si nécessaire. Au Bangladesh plus de 4 000 abris anticycloniques ont été ouverts, selon un responsable des secours, Mohammad Hashim. Dans la ville indienne de Puri, quelques milliers d'habitants ont ignoré les ordres d'évacuation. Certains sont allés s'abriter dans des écoles ou des hôtels. «*Nous allons juste rester pour la journée jusqu'à ce que le cyclone soit passé*», confie Krishna Chandra Sahu, âgé de 43 ans et venu avec sept membres de sa

famille s'installer dans un hôtel. L'est et le sud-est de l'Inde sont régulièrement balayés par des tempêtes tropicales entre avril et décembre. En octobre, quelque 300 000 personnes avaient été évacuées dans les districts côtiers de l'Odisha frappés par le cyclone Titli, qui avait fait au moins deux morts. En 2017, quelque 250 personnes avaient été tuées et plus de 600 avaient disparu au moment du passage du cyclone Ockhi dans le Tamil Nadu et le Kerala. Outre les 10 000 personnes tuées, le cyclone de 1999 avait provoqué des dommages évalués à 4,5 milliards de dollars.

Rosa C.



Impuissance

Confiance

Par Fouzia Mahmoudi

Chaque semaine en France les «gilets jaunes» investissent des rues et avenues pour réclamer le droit de vivre décemment et chaque semaine de nouveaux incidents emmaillent ces rassemblements avec de nombreux blessés. Et si cela fait plusieurs mois que les «gilets jaunes» réclament à cors et à cri la démission du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, de plus en plus de personnalités politiques l'exigent également. Le député LFI Adrien Quatennens et le président de Debout la France Nicolas Dupont-Aignan ont appelé cette semaine à la démission du ministre de l'Intérieur français, cible des oppositions après ses propos sur une «*attaque*» de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière en marge du cortège du 1^{er} mai. Castaner «*doit partir, il n'est pas à la hauteur de sa fonction, il ne se comporte pas en homme d'État*», a réclâmé le député LFI du Nord, dénonçant un «*mensonge*» du ministre de l'Intérieur. «*On a attaqué un hôpital*» et «*agressé son personnel soignant*», avait tweeté Christophe Castaner après l'intrusion de manifestants à la Pitié-Salpêtrière mercredi, une version battue en brèche par des témoignages et des vidéos apparus ensuite. Alors qu'on lui demandait si le ministre de l'Intérieur a dramatisé, Nicolas Dupont-Aignan a pour sa part répondu : «*C'est pire que ça, il a menti, il a voulu manipuler l'opinion, il doit démissionner, ce n'est qu'une longue suite d'incompétences et de mensonges*». «*Ça suffit ! Christophe Castaner est un menteur, un incompétent et un pervers. La France a besoin de calme, de responsabilité et de maîtrise de soi. Une seule solution : sa démission, avant qu'il ne provoque l'irréparable*», a écrit un ancien ministre de François Hollande, Christian Eckert, sur Twitter. Plusieurs de ses collègues ministres ont en revanche pris la défense de Christophe Castaner. «*J'ai une vie politique un tout petit peu ancienne, ce n'est pas la première fois que j'entends des appels à la démission du ministre de l'Intérieur, parce que le ministre de l'Intérieur, il a toujours un rôle difficile qui est le rôle de maintenir l'ordre*», a relativisé le ministre chargé des Relations avec le Parlement Marc Fesneau. «*Je ne sais pas s'il est affaibli. En tous cas, ce que je constate c'est qu'on est dans la polémique sur l'anecdote et qu'on ne regarde pas la situation qui sont des manifestations très violentes*», a réagi la secrétaire d'État à l'Économie Agnès Pannier-Runacher. Tout en dénonçant un «*emballement du gouvernement*», la tête de liste UDI pour les Européennes Jean-Christophe Lagarde a refusé de se joindre aux appels à la démission du ministre de l'Intérieur. «*On est en campagne électorale, donc tout le monde raconte n'importe quoi, comme d'habitude. Moi, je préfère ne pas faire ça*», a-t-il répondu. Mais au-delà de ce dernier incident c'est surtout l'incapacité totale de Castaner à éviter que les manifestations de samedi ne se transforment en opportunité pour des casseurs de saccager les rues et les magasins, notamment à Paris, qui questionne sur son aptitude à gérer ce ministère d'une importance cruciale pour le maintien de l'ordre. Mais il semblerait que d'être l'un des premiers à avoir rejoint Emmanuel Macron lorsque celui-ci a créé le parti En Marche ! vaut à Castaner une loyauté sans faille de la part d'Emmanuel Macron, qui après bientôt six mois de mobilisation des «gilets jaunes» et des milliers d'incidents et de blessés semble continuer à gratifier son ministre de l'Intérieur de sa confiance.

F. M.

Sri Lanka

Pour les médecins légistes, le puzzle macabre des attentats

La nauséuse odeur de mort qui infestait les rues autour de la morgue de Colombo après les attentats de Pâques s'est enfin dissipée. Mais les médecins légistes du Sri Lanka s'affairent encore sur des restes de corps des attaques jihadistes, ultimes pièces d'un puzzle macabre. La tente dressée à l'extérieur pour permettre aux familles d'identifier leurs proches à partir de photographies a été démontée. La remorque réfrigérée amenée en urgence pour entreposer les trop nombreux cadavres est désormais vide et attend de repartir. Depuis ce funeste dimanche 21 avril, la morgue de la capitale sri-lankaise a restitué les dépouilles de 115 personnes à leurs proches. Mais ses chambres froides contiennent toujours près de 50 sacs plastiques de morceaux d'épaves non-identifiés, signe de la violence de ces attentats suicides revendiqués par le groupe État islamique (EI), qui pourraient alourdir le bilan humain de 257 morts. Dans l'un de ces sacs, «*il y a deux morceaux de joues - une joue avec une oreille, une avec le scalp et une oreille. Ça peut appartenir à deux personnes différentes*», décrit en guise d'exemple le docteur Ajith Tennakoon, directeur de l'institut de médecine légale et de toxico-

logie. «*Il faut identifier les corps de défunts, les traiter avec respect et dignité, et les rendre aux proches en bonne et due forme pour qu'ils puissent recevoir des funérailles appropriées en fonction des différentes croyances religieuses. C'est notre premier devoir*», explique ce grand gaillard à lunettes de 59 ans, une blouse blanche à manches courtes portée pardessus sa chemise. Dans cette reconstitution minutieuse, tous les indices sont bons à prendre : un bijou porté par la victime le jour de sa mort, un vêtement, un signe physique distinctif. Lorsque c'est possible, les légistes recourent à des techniques plus élaborées comme les empreintes dentaires ou digitales. Le test ADN est la méthode la plus fiable. À l'intérieur des derniers sacs mortuaires pour- raient se trouver les traces des six personnes encore portées disparues depuis les attentats, ainsi que les kamikazes qui ont frappé trois hôtels de luxe et une église à Colombo. Les autres éléments pourraient venir de défunts dont les dépouilles ont été restituées incomplètes. Dans l'urgence, pas le temps de tout rassembler. Les médecins légistes sont aussi des enquêteurs, avec la table d'autopsie comme terrain de travail. Ils peu-

vent permettre d'identifier les auteurs des attaques ou déterminer les explosifs utilisés. D'un tiroir, le docteur Tennakoon extrait une pochette transparente où repose une bille de plomb, l'une de celles utilisées par les jihadistes comme shrapnel pour maximiser les dégâts. «*Nous devons également aider à résoudre le crime, car ceci est un crime, un désastre provoqué par l'homme*», lance-t-il. À Colombo, plus que dans les autres villes touchées de Negombo et Batticaloa, le travail d'identification des morts s'est avéré particulièrement éprouvant en raison de la configuration des lieux visés. «*Si l'explosion d'une bombe survient dans une structure en béton, le dommage est plus grave. C'est ce qui s'est passé dans les hôtels*» frappés dans la capitale, explique le docteur Anil Jasinghe, directeur général des services de santé de l'île d'Asie du Sud. Ainsi, bien que 102 personnes aient péri dans une seule église à Negombo, localité à une trentaine de kilomètres au nord de Colombo, presque toutes les dépouilles ont pu être rendues à leurs familles le soir même. La déflagration avait soufflé le toit de l'édifice, permettant à la pression de l'air de s'évacuer par le haut.

Initiative citoyenne

«L'art est public», une bouffée d'art dans La Casbah

■ Recouverts de suie et de peinture, jeunes habitants et enfants du quartier de Soustara, dans La Casbah d'Alger, mettent la main à la pâte avec les artistes peintres et sculpteurs venus bénévolement «donner quelques couleurs» à la vieille cité et y insuffler une dynamique d'entraide communautaire.

Par Adéla S.

«**N**ous faisons ce que nous pouvons pour donner un coup de main aux bénévoles venus réhabiliter notre quartier, tout en apprenant à travers ce qu'ils nous demandent de faire...», lancent de jeunes habitants de La Casbah qui découvrent la forge avec la sculpture sur métal de Abdelghani Chebbouch.

Se joignant à l'initiative citoyenne «L'art est public», l'artiste a déplacé une partie de son atelier sur cette placette de Soustara pour réaliser une œuvre d'art, la première du genre dans ce quartier populaire. La forge, les sacs de charbon, l'enclume et les gros marteaux de l'artiste céderont bientôt la place à une sculpture métallique, objet de la curiosité des enfants du quartier, impatients de voir le résultat final et qui pressent l'artiste de questions à mesure que son travail progresse. Trois jours durant (du 1^{er} au 3 mai), un collectif d'artistes et d'étudiants de l'Ecole des beaux-arts s'emploie à exécuter un programme d'activités culturelles et communautaires dans ce quartier populaire dépourvu de la moindre infrastructure culturelle. L'initiative «L'art est public», lancée en 2017 dans un bidonville de Bejaïa, s'est tenue simultanément dans les villes d'Alger, Jijel, Skikda, Laghouat ou encore Blida. Avec le concours des habitants, «Esdjwrat» – nom des trois placettes avec leur petit stade –, ont été nettoyées et les murs repeints en blanc pour accueillir les fresques réalisées par l'artiste peintre Ali Hafiane et les étudiants de l'Ecole des beaux-arts auxquels se sont associés enfants et jeunes du quartier. «Ces volontaires sont venus réhabiliter notre quartier et nous sommes obligés de participer, d'apprendre et de continuer à nous occuper de notre espace».

confie un riverain qui s'est improvisé photographe le temps de l'événement. Sur la dernière placette, des étudiants s'affairent autour d'une structure métallique et de vieux journaux pour réaliser une œuvre sur le thème de la «harga» (l'immigration clandestine) et qui sera dévoilée au terme de ces trois journées. Les étudiants ont décidé d'explorer ce phénomène dans une sculpture métallique représentant une embarcation de fortune et des figurines de jeunes qui ont tenté la traversée de la Méditerranée. Le quartier est lui aussi endeuillé par le drame de quelques-uns de ses enfants disparus en mer.

Se réapproprier l'espace public et restaurer l'humain

D'autres formes d'art ne sont pas en reste : slam, ateliers d'écriture et de dessin ont investi le quartier à la faveur de cette initiative citoyenne qui inclut un programme d'initiation aux pratiques écologiques et aux réflexes anti-gaspillage à l'attention des habitants. Le programme de trois jours vise particulièrement à «se réapproprier l'espace public et à impliquer et responsabiliser le citoyen dans son quartier», confie Kenza Beldjilali, coordonnatrice pour Alger de l'initiative. Son vœu le plus cher est de «pérenniser» ce genre d'action dans une cité classée au patrimoine mondial de l'humani-

té, mais laissée dans un «état d'abandon affligeant», se désolait-elle.

Le citoyen, qui a perdu confiance en tout programme de réhabilitation, peut «prendre en charge lui-même son environnement immédiat» et ouvrir le champs aux artistes pour «redonner une vie culturelle et recréer les liens sociaux». Ce centre historique doit être sérieusement pris en charge au plan du bâti comme au plan humain afin de recréer les liens sociaux distendus suite à la disparition des lieux de rencontre, l'absence de structures sociales et le délabrement avancé de l'environnement, dit-elle. Restaurer l'humain, c'est aussi la contribution «modeste» de Idir Fares, psychologue de formation.

Conteur et animateur des ateliers de dessin et d'écriture à la faveur de cette initiative, il est directement confronté au mal être qui ronge les habitants du quartier. Un «véritable malaise social et une absence de perspective» : voilà, résume-t-il, ce que reflète les textes collectés élaborés par ces habitants, tandis que les dessins des enfants, traduisent, eux, un «traumatisme et (un) sentiment d'insécurité» devant la menace d'un effondrement de maison qui peut survenir à tout moment vu la fragilité et la vétusté des immeubles dans ce quartier.

A. S./APS



Du 10 au 27 mai

Le 20^e Festival culturel européen dans quatre villes algériennes

Musique, danse et cinéma sont au programme du 20^e Festival culturel européen en Algérie prévu du 10 au 27 mai prochains à Alger et dans trois autres villes, ont indiqué les organisateurs dans un communi-

quât. Seize pays, membres de l'Union européenne, prendront part à cette manifestation qui devra se dérouler simultanément à Alger, Bejaïa, Oran et Tizi Ouzou.

Placée sous le thème «Célébration du

vivre-ensemble», l'édition 2019 s'ouvrira avec un concert de musique du monde animé par le chanteur et musicien de jazz Djamel Laroussi et «La chorale du vivre-ensemble».

Des pays comme l'Allemagne, la Suède, l'Espagne, la France, l'Autriche et le Portugal proposent un programme alliant musique traditionnelle, comme le fado, musique classique et musique moderne (le jazz, folk-rock, musique du monde), alors que l'Italie, la

Pologne et la Tchéquie ont choisi de présenter des films et des spectacles de danse.

Le théâtre, introduit un temps dans la programmation du festival, est absent à cette édition.

Organisé depuis 2000 en Algérie, le Festival culturel européen se tient simultanément pour la septième année consécutive dans plusieurs villes d'Algérie, outre la capitale.

Racim C.

Rencontre

Nécessité de sensibiliser les jeunes sur la pensée d'Ibn Badis

Les participants à une conférence sur «cheikh Abdelhamid Ibn Badis... parcours du réformateur» ont appelé, mercredi à Tissemsilt, à sensibiliser les générations montantes sur la pensée du fondateur de l'Association des Oulémas musulmans algériens.

L'enseignant au centre universitaire de Tissemsilt, Mohamed Fayet, a souligné, au terme de cette conférence initiée dans le cadre des premières journées culturelles «Choumouâ' el maârifa» (Lumières du savoir), l'importance de faire connaître aux générations montantes, notamment

des élèves et étudiants, la pensée et la méthodologie de Abdelhamid Ibn Badis, fondée sur la préservation de l'identité du peuple algérien qui souffrait du joug colonial. Il a appelé les responsables des secteurs de la culture, de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et des affaires religieuses et wakfs à sensibiliser les générations sur les legs de ce réformateur en matière d'éducation. Le chercheur en littérature moderne, Abdelkader Khaled, a insisté, pour sa part, sur le renforcement des programmes éducatifs par la pensée et la vision de

cheikh Abdelhamid Ibn Badis qui contribuent à la préservation des constantes de la nation algérienne dont la langue et les valeurs islamiques.

Pendant que cheikh Ibn Badis œuvrait à la réforme de certaines perceptions en vigueur dans la société algérienne, le colonisateur français s'efforçait à ancrer l'assimilation, a-t-il rappelé, ajoutant que le savoir de cet érudit et de ses compagnons dont El Bachir El Ibrahim, cheikh Tahar Benachour et leur contribution à différentes sciences a permis l'ouverture de plusieurs écoles coraniques et éduca-

tives en Algérie à l'époque coloniale.

Ces premières journées culturelles, initiées une semaine durant par la bibliothèque principale de lecture publique «D'Yahia-Bouaziz» de Tissemsilt dans le cadre de la célébration de «Yom El Ilm» (journée du Savoir), ont été marquées par diverses activités dont des expositions de livres traitant de l'association des ulémas musulmans algériens, deux ateliers sur les bibliothèques et la lecture et des concours du meilleur récit, meilleur poème et meilleur dessin.

R. C.



Séminaire sur le judo dans les écoles Le COA tente de faire aimer la discipline aux enfants



LE SÉMINAIRE sur le judo dans les écoles, organisé mercredi à Alger, a été une occasion pour orienter les participants vers les moyens facilitant la pratique de cette discipline olympique dans le primaire, en mettant en exergue notamment ses valeurs. Initiée par le Comité olympique et sportif algérien (COA) en collaboration avec la Fédération internationale de judo (FIJ), cette rencontre a été encadrée par deux expertes de la FIJ, la Portugaise Leandra Freitas et la Néerlandaise Stam Esther, membres de la Commission judo pour enfants.

«On est ici dans le but d'orienter les professeurs de judo, chargés de diriger l'opération "Judo dans les écoles", déjà lancée depuis deux mois et demi en Algérie», a indiqué Leandra Freitas à la presse.

L'opération «Judo dans les écoles» est le fruit d'un accord entre le COA, la Fédération algérienne de judo (FAJ) et la FIJ, avec l'aval du ministère de la Jeunesse et des Sports et celui de l'Education nationale. Elle a déjà été lancée à Tizi-Ouzou (école d'Aokas) et Alger (Abdelhamid-Tata, El-Harrach), dans un premier temps, et touchera trois autres wilayas pilotes, à savoir Béjaïa, Constantine et Oran, avec, dans

chacune d'entre elles, quatre écoles primaires concernées auxquelles s'ajoutent trois écoles dans le sud du pays. «Le travail effectué en l'espace de deux mois et demi est formidable, à voir seulement l'enthousiasme sur le visage des enfants de l'école d'Aokas qu'on a visitée. La FIJ est fière de l'idée d'accompagner le judo algérien et de contribuer à son développement dans les écoles primaires qui souffrent, à notre connaissance, d'un manque de professeurs spécialisés dans le sport et le judo en particulier», a souligné Stam Esther. Dans un premier temps, l'objectif principal de cette opération est d'essayer de toucher quelque 2 500 enfants pour l'année en cours. Ces écoliers seront encadrés par des entraîneurs qualifiés dont la majorité sont d'anciens athlètes des équipes nationales et d'anciens champions d'Afrique qui ont fait leurs preuves. Pour la coordinatrice générale du projet, l'ancienne médaillée olympique Soraya Haddad, l'opération «permettra de préparer une nouvelle génération de judokas avec de bonnes bases, tout en inculquant aux enfants les valeurs du judo à l'école, comme un sport éducatif». «Ce programme est reconduit chaque année avec la FIJ, donc il y aura une inspection et une évaluation annuelle. On espère qu'il durera au moins quatre ans et pourquoi pas plus, cela dépendra de nous et de nos progrès», a expliqué Haddad, ajoutant que la Fédération nationale de judo doit être impliquée pour la réussite de l'opération.

Tennis/ITF juniors

Youcef Rihane à Roland Garros

LE JOUEUR de tennis algérien, Youcef Rihane, sera présent à la Porte d'Auteuil (Paris), du 2 au 9 juin prochain, pour disputer le prestigieux tournoi international ITF juniors de Roland Garros. Un Algérien à Roland Garros, on n'avait pas vu ça depuis Liamine Ouahab. Cette année, les courts de terre battue parisiens seront foulés par Youcef Rihane. Le meilleur tennismen algérien, en exercice, a pu se faire une place dans le deuxième tournoi du Grand Chelem grâce à ses résultats enregistrés dernièrement. En effet, après son titre de vice-champion d'Afrique, arraché à

Marrakech (Maroc) et son double triomphe au tournoi ITF Juniors de Cap-d'Ail (France) et au tournoi ITF Juniors de Tlemcen, le sociétaire du GS Pétroliers a réussi à faire un bond qualitatif au ranking mondial, passant de la 114^e place à la 51^e en un temps record. Ces résultats lui ont permis également d'occuper la tête du classement continental. C'est d'ailleurs par ce statut de n°1 africain que Rihane va intégrer le tableau final du tournoi juniors de Roland Garros. Une information confirmée ce jeudi auprès de Aziz Rihane, père de l'athlète.

Alors que les bilans de la FAF ont été adoptés à l'AGO Zetchi : «On doit arrêter de diviser la famille du football»

■ Les bilans moral et financier ont été adoptés par les membres de l'AGO lors de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue jeudi dernier au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa, consacrée au passage en revue de l'exercice précédent et l'annonce de décisions importantes qui concernent le football national.



Par Mahfoud M.

Sur les 107 membres qui composent l'AG de la FAF, 91 étaient présents aux travaux de l'AGO qui se sont déroulés à huis clos, les journalistes ayant été priés de quitter le chapiteau installé à l'occasion avant le début des débats.

C'est le secrétaire général de l'instance fédérale, Mohamed Saâd, qui s'est chargé d'annoncer la «nouvelle» aux journalistes. Les présents ont également adopté le budget prévisionnel de 2019 à l'«unanimité», selon la même source. Par ailleurs, le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, a appelé, dans sa déclaration, les acteurs de la balle ronde nationale à «arrêter de diviser la famille du football national, pour le bien de la discipline».

«On doit arrêter de diviser la famille du football, on est tous dans le même bateau. Nous sommes tous concernés, président, membres du bureau fédéral, présidents de clubs et ligues, notre seul intérêt est de restructurer le football algérien», a-t-il indiqué lors d'un point de presse, à l'issue du déroulement de l'assemblée générale.

«Je suis heureux du bon

déroulement des travaux et je tiens à remercier et à féliciter les membres de l'AGO sans exception, d'avoir adopté à la majorité absolue les bilans moral et financier 2018. Il faut qu'ils sachent que ces bilans ne sont pas les nôtres uniquement mais ils leur appartiennent aussi car ils sont membres de cette AG», a dit le président de l'instance fédérale.

Et d'ajouter : «Certes, quelques-uns voulaient perturber les travaux de l'AGO mais les membres ont fait preuve de maturité et beaucoup de sens de responsabilité».

Par ailleurs, Zetchi a tenu à défendre avec force son projet de centres techniques fédéraux par rapport à celui de l'hôtel de la FAF, initié par l'ancien président de la FAF, Mohamed Raouraoua.

«Je pense que la priorité pour la Fédération algérienne est de construire des centres de formation qui sont directement liés au statut de la FAF et non l'investissement dans les hôtels. Le projet des centres fédéraux a été soumis aux membres l'AG qui l'ont adopté après mille réflexions. Des personnes déclarent que l'hôtel va rentabiliser 40 milliards de centimes mais malheureusement elles oublient la phase de remboursement».

Avant d'entamer les travaux de l'AGO, la FAF a honoré quelques personnalités du mouvement sportif, notamment Mustapha Berraf, président du Comité olympique et sportif algérien (COA) et de l'ACNOA, d'anciens arbitres internationaux, Belaid Lacarne, Koussa Massoud et Hansal, d'anciens internationaux ainsi que le journaliste Mohamed Bouchama.

Par ailleurs, et pour ce qui est du conflit qui oppose la FAF à l'ex-sélectionneur, l'Espagnol Alcaraz, il avouera qu'il est toujours en cours de traitement au niveau de la FIFA. Zetchi affirmera que le technicien ibérique n'a pas été payé et que si l'instance internationale annonçait un jugement en sa faveur, la FAF tentera de déposer un recours.

Sur un tout autre plan, l'ancien président de la Fédération, Mohamed Raouraoua, a surpris tout le monde en se présentant à l'AG, dans l'espoir de se faire entendre et de dénoncer certaines «pratiques» de l'actuel bureau fédéral. N'ayant pas eu l'occasion d'intervenir, il fera des déclarations fracassantes, affirmant que le bilan financier de la FAF connaît un trou de 12 milliards.

M. M.

Ligue 1 Mobilis

Les salaires des joueurs oscillent entre 1 et 3 millions DA par mois

Trente joueurs du championnat de Ligue 1 Mobilis touchent un salaire de plus de 3 millions de dinars, selon le niveau des salaires des joueurs de la saison 2018-2019, contre 24 la saison dernière, soit une évolution de 25%.

Les salaires des joueurs de Ligue 1 de cette saison oscillent entre 1 million et plus de 3 millions de DA, a-t-on appris de la Ligue de football professionnel

(LFP). Selon un rapport de gestion présenté à l'assemblée générale ordinaire de la LFP, 142 joueurs (36%) de Ligue 1 touchent 1 million DA cette saison (plus bas salaire), contre 40% lors de la saison 2017-2018.

D'après la même source, les salaires des joueurs de Ligue 1 Mobilis sont repartis en six fourchettes : 112 joueurs gagnent entre 1,5 et 2,5 millions de DA, soit 28% du nombre total de

joueurs du championnat, tandis que 29 joueurs (7%) touchent entre 2,5 millions de DA et 3 millions de DA contre 19 la saison dernière, soit une évolution de 52%.

En championnat de Ligue 2, les plus hauts salaires varient entre 2 millions et 2,5 millions de dinars mais la majorité des salaires sont au-dessous de 1 million de dinars. Deux joueurs de Ligue 2 touchent entre 2 mil-

lions et 2,5 DA contre 5 la saison dernière (-60%), alors que le nombre de joueurs qui gagnent 1,5 million et 2 millions de DA a augmenté cette saison, passant de 16 à 25, soit une évolution de 56%.

A noter que le nombre de joueurs qui touchent un salaire de 1 million de DA est passé en L2 de 189 à 311, soit une hausse de 64%. D'autre part, le Paradou AC a bénéficié de la somme de

10 800 000 DA d'indemnisation de formation pour 8 joueurs placés dans d'autres clubs.

Dans le cadre des dispositions de l'article 17 des règlements généraux de la Fédération algérienne de football, il a été procédé au règlement des indemnités de formation au profit des clubs pour un montant de 11 200 000 DA au titre de l'exercice 2018.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Constantine/Commune de Ouled Rahmoune

32 blessés suite au renversement d'un bus

TRENTE-DEUX personnes ont été blessées vendredi matin, suite au renversement d'un bus sur la RN 3, dans la commune d'Ouled Rahmoune (wilaya de Constantine), a-t-on appris des services de la Protection civile.

La même source a précisé que l'unité principale «Benattallah Mohamed Cherif» et l'unité secondaire «Guettouche Djemai» de la commune d'El Khroub sont intervenues juste après le renversement de ce bus qui transportait 49 lycéens venant de la wilaya de Guelma en direction du parc d'attractions et de loisirs de la wilaya de Batna, occasionnant des blessures à divers degrés à 32 passagers.

Les 32 blessés ont été pris en charge sur les lieux de l'accident avant leur transfert à l'hôpital d'El Khroub par les éléments de la Protection civile.

Extension de la ligne du tramway : La 1^{re} tranche opérationnelle dans une quinzaine de jours
La première tranche du chantier d'extension de la ligne du tramway de Constantine, entre la cité Zouaghi-Slimane et l'entrée de la nouvelle-ville Ali-Mendjeli, sur une longueur de plus de 6 km, sera mise en service dans une «quinzaine de jours», a annoncé le wali, Abdessamie Saidoune.

S'exprimant, jeudi soir, en marge d'une cérémonie en l'honneur des journalistes de la wilaya, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté d'expression, le même responsable a précisé que la marche à blanc de ce moyen de transport devra être «lançée en début de semaine en prévision de sa mise en exploitation d'ici à une quinzaine de jours».

«Les essais techniques effectués depuis début avril, le long de la première tranche de la ligne d'extension du tramway pour s'assurer de la sécurité des rails et des équipements de ce moyen de transport se sont avérés concluants», a souligné le même responsable, précisant que la marche à blanc permettra de tester le mode opératoire du tramway du point de vue technique, mais organisationnel également (fonctionnement du personnel affecté).

Mettant en avant l'impact de l'extension du tramway de

Constantine dans l'amélioration des conditions de déplacement des 400 000 habitants de la nouvelle-ville Ali-Mendjeli, le chef de l'exécutif local a fait part de l'intégration pour la première fois d'un «système de paiement amélioré» au profit des 90 000 étudiants des universités que traverse cette ligne d'extension. La première tranche de la ligne d'extension du tramway de Constantine lancée en 2017 par le consortium Cosider et Alstom, sera renforcée par 24 nouvelles rames en plus des 20 rames déjà opérationnelles sur la première ligne allant du centre-ville à la cité Zouaghi-Slimane, a-t-on rappelé. Le projet d'extension du tramway de Constantine scindé en deux tranches, la première de la station Zouaghi-Slimane à l'entrée d'Ali-Mendjeli (sur plus de 6 km), et la seconde depuis l'entrée d'Ali-Mendjeli (boulevard de l'ALN) à l'université Abdelhamid-Mehri, sur un linéaire d'environ 4 km, a nécessité un investissement public de 30 milliards de dinars. Affirmant que les travaux de réalisation de la deuxième tranche du chantier d'extension du tramway depuis l'entrée de la nouvelle ville Ali-Mendjeli jusqu'à l'université Abdelhamid-Mehri (Constantine 2) ont été déjà lancés pour être réceptionnés «avant fin 2019», le même responsable a indiqué que toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour minimiser au maximum les désagréments causés par ce chantier. Le tramway de Constantine assure actuellement le transport d'environ 30 000 voyageurs par jour, a-t-on précisé.

Mahi Y.

Air Algérie

Des perturbations sur les vols vers le Sud-Est du pays

DES PERTURBATIONS touchent l'ensemble des vols d'Air Algérie de et vers les aéroports du Sud-Est du pays en raison d'une mauvaise météo, a indiqué vendredi à l'APS un responsable de la compagnie aérienne nationale. «En raison d'une visibilité nulle due à des conditions météorologiques défavorables, l'ensemble des vols d'Air Algérie de et vers les aéroports du Sud-Est du pays seront touchés par des perturba-

tions», a précisé le responsable de la communication d'Air Algérie, Amine Andaloussi. Cette mauvaise météo «pourrait même entraîner des annulations de vols de et vers les aéroports du Sud-Est», a-t-il ajouté, soulignant que «les vols vers l'international ne seront pas touchés». Cette alerte demeure en vigueur «jusqu'à amélioration des conditions climatiques», souligne le responsable.

L. M.

Journée mondiale de la liberté de la presse



LOWIS

Djalou@hotmail.com

Lutte anticriminalité à Djanet

30 chercheurs d'or arrêtés et 14 groupes électrogènes saisis

■ Trente orpailleurs ont été arrêtés et 14 groupes électrogènes ont été saisis jeudi à Djanet par un détachement de l'Armée nationale populaire, a indiqué vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Racim S.

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 02 mai 2019 à Djanet, 30 orpailleurs et saisi 14 groupes électrogènes et 9 marteaux piqueurs», a précisé le même source. Des éléments de la Gendarmerie nationale ont déjoué des tentatives de contrebande de 11 113 litres du carbu-

rant et saisi deux véhicules à Tébessa, Souk-Ahras et El-Tarf, a ajouté la même source. Dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, les éléments de la GN ont intercepté à Tamanrasset huit immigrants clandestins de différentes natio-

nalités, tandis que des éléments des garde-côtes ont déjoué une tentative d'immigration clandestine de 21 personnes à bord de deux embarcations de construction artisanale à Annaba, a relevé le communiqué du MDN.

R. S./APS

Open national de billard jeu à la huit Yagoub Khaled sacré vainqueur à Mostaganem

LE JOUEUR Yagoub Khaled du club Ittihad Hadjadj de Mostaganem a remporté l'Open national jeu à la huit, disputé jeudi au centre de loisirs «Ghalland» de Mostaganem. Le vainqueur, Yagoub Khaled, s'est imposé en finale devant Bentaleb Mohamed Seghir du club Amel de Mostaganem sur le score de 8 à 2. La troisième place est revenue à Zaouali Adel d'Oran. Les épreuves se sont déroulées sur quatre tables dans une ambiance très conviviale et devant un public venu nombreux. Le directeur de la compétition, Affoun Rachid a estimé que le niveau a été «appréciable» se félicitant d'une bonne organisation et de l'émergence de quelques jeunes talents promettant un avenir radieux pour cette discipline. Cette manifestation sportive organisée par la ligue de wilaya de billard en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mostaganem a enregistré la participation de 32 joueurs seniors, issus de quatre wilayas, à savoir, Skikda, Sidi Bel-Abbès, Oran et Mostaganem. Les vainqueurs ont été récompensés par des coupes et médailles lors d'une cérémonie de clôture, en présence des membres de la Fédération algérienne de rafla et billard (FABR) et de représentants de la DJS de Mostaganem.

Racim S.